

CONFÉRENCE DES GRANDES ÉCOLES

60, Boulevard Saint-Michel
75272 Paris Cedex 06
Téléphone : 01 43 26 25 57
Télécopie : 01 46 34 56 70
E-mail : cge@cge.ensmp.fr



**INSERTION
DES JEUNES DIPLOMES**

**CONFERENCE DES GRANDES
ÉCOLES**

ENQUETE 2000



Le marché de l'emploi des jeunes diplômés des Grandes Ecoles reste cette année encore particulièrement favorable. C'est ce que confirme cette 8^{ème} enquête annuelle de la Conférence des Grandes Ecoles.

Il convient de souligner, en particulier, que cette excellente conjoncture permet d'absorber l'effet "suppression du service national" qui met de plus en plus de jeunes sur le marché de l'emploi quelques mois plus tôt que prévu.

La recherche d'emploi est des plus courtes. Pratiquement un diplômé sur deux a son contrat signé avant son diplôme et 82 % des diplômés travaillent moins de deux mois après leur sortie d'école.

Avec 50 % des recrutements, la région Île de France tient la corde. L'emploi à l'étranger stagne à 11 %.

Par ailleurs, un léger mouvement de substitution s'opère dans le secteur de l'audit et du conseil toujours très "consommateur" de jeunes diplômés : les ingénieurs prennent le pas sur les diplômés des Ecoles de Commerce et de Gestion.

Globalement la situation est très bonne. La conjoncture y est pour beaucoup. La qualité de la formation délivrée par les Grandes Ecoles aussi.

Alain CADIX
Président de la
Commission Formation-Emploi

ENQUÊTE 2000 sur l'insertion des jeunes diplômés de la Conférence des Grandes Ecoles

En janvier 2000 et pour la huitième année consécutive, les écoles membres de la Conférence des Grandes Ecoles (écoles d'ingénieurs, de commerce et de gestion ainsi que les écoles dites « autres »), ont participé à la réalisation de l'enquête sur l'insertion des jeunes diplômés des trois dernières promotions. Près de 34.000 questionnaires exploitables ont ainsi été retournés par les jeunes diplômés à leur école d'origine.

Les 139 écoles qui ont répondu à l'enquête 2000 représentent 86 % des écoles concernées et se répartissent de la façon suivante :

- 112 écoles d'ingénieurs (taux de réponse : 90 %)
- 21 écoles de commerce et de gestion (taux de réponse : 70 %)
- 6 écoles dites « autres » (taux de réponse : n.s.)

Si le taux de participation des écoles reste relativement élevé et identique à celui de l'enquête de 1999, la proportion de jeunes diplômés ayant répondu est, quant à elle, en légère diminution par rapport à celles observées les années précédentes (cf. tableau I). Cette situation peut s'expliquer par la conjugaison de trois éléments :

- le lancement simultané de plusieurs enquêtes d'insertion auprès des jeunes diplômés,
- la forte demande d'emplois émanant des entreprises conduit sans doute les jeunes diplômés en activité à se sentir moins concernés par ce type d'enquête ce qui pourrait avoir pour effet de minorer le taux réel d'emploi,
- les mouvements de grève des postiers qui se sont parfois intensifiés localement et ont certainement provoqué des perturbations dans le retour des questionnaires.

Tableau I : Taux de réponses à l'enquête 1^{er} emploi
Comparaison des 5 dernières enquêtes

Année d'enquête	1996	1997	1998	1999	2000
Nombre d'écoles concernées	153	148	155	155	161
Nombre d'écoles ayant répondu	141	137	142	133	139
Taux de participation des écoles	92 %	93 %	92 %	86 %	86 %
Nombre de diplômés de ces écoles (3 promotions)	60 760	61 353	64 241	62 777	64 037
Nombre de diplômés ayant répondu	35 469	36 334	35 086	34 840	33 782
Taux de réponses des diplômés	58 %	59 %	55 %	55 %	53 %

Remarque : Les évolutions annuelles du nombre d'écoles (concernées et ayant répondu) ne correspondent pas obligatoirement à des créations ou à des suppressions d'établissements. Les écarts observés d'une année sur l'autre (en plus ou en moins) sont souvent dus au fait que des écoles appartenant à un même groupe renvoient une seule synthèse agrégeant les résultats des écoles du groupe ou au contraire transmettent autant de synthèses que d'écoles existant au sein du groupe.

*Cette huitième enquête sur l'insertion des jeunes diplômés a été réalisée au cours du premier trimestre 2000 par les Ecoles membres de la Conférence des Grandes Ecoles. La coordination nationale de l'enquête a été confiée à la Délégation générale de la Conférence des Grandes Ecoles. La saisie des synthèses, les contrôles de cohérence, le traitement statistique et l'analyse des résultats ont été réalisés pour le compte de la Commission « Formation - Emploi » de la Conférence des Grandes Ecoles par le Département Communication, Relations Extérieures et Internationales de l'ENSAI - Ecole Nationale de la Statistique et de l'Analyse de l'Information -
(Alain Le Pluart, Marie-Françoise Bingue, Cécile Combescot)*

Chaque année, cette enquête renseigne sur la situation des jeunes diplômés : activité professionnelle, service national, poursuite d'études, recherche d'emploi, autre situation (sans emploi volontaire...). Depuis sa mise en œuvre en 1993, elle est devenue un baromètre national de l'insertion professionnelle des jeunes diplômés et permet notamment d'identifier leur comportement à l'égard de l'emploi lors des retournements de conjoncture.

Une croissance économique favorable et l'effet « service national »...

La proportion de jeunes diplômés issus de la dernière promotion et appelés à effectuer leur service national est passée en quatre ans de 39% (enquête de 1997) à 19% (enquête 2000).

La conjoncture très favorable que connaît notre économie depuis maintenant trois ans a permis « d'absorber » cette demande supplémentaire d'emplois hautement qualifiés et aujourd'hui, près de 6 jeunes diplômés sur 10 issus de la promotion 1999, ont une activité professionnelle. Cette croissance a également profité aux promotions antérieures puisque depuis l'enquête de 1997, on observe, pour chacune d'elles, une augmentation constante de la part des diplômés en situation d'emploi.

Tableau II : Situation des diplômés des promotions (N - 3), (N - 2) et (N - 1).

Comparaison des enquêtes de 1997 - 1998 - 1999 et 2000

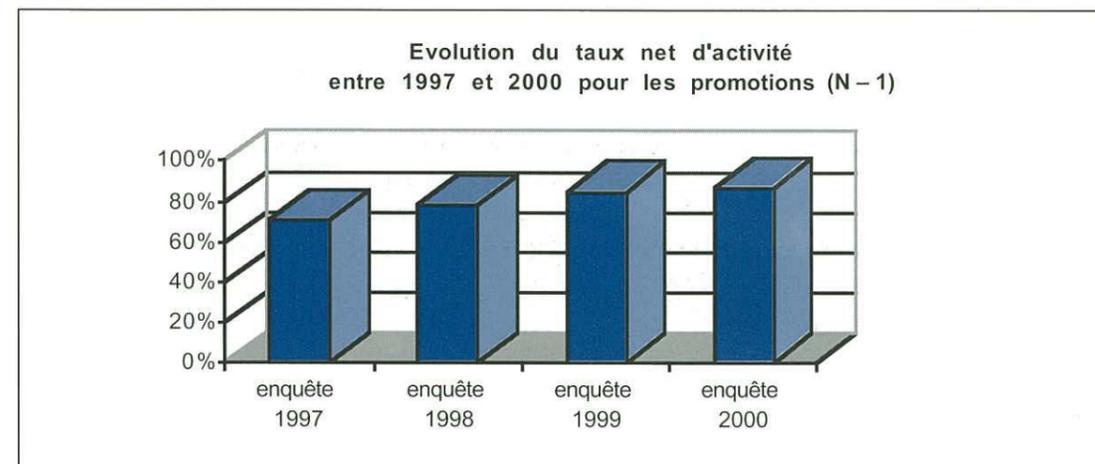
Situation des diplômés	Promotion (N - 3)		Promotion (N - 2)		Promotion (N - 1)	
	1999	2000	1999	2000	1999	2000
Activité professionnelle	87 %	89 %	75 %	80 %	52 %	56 %
Service national	2 %	2 %	9 %	8 %	25 %	19 %
Poursuite d'études	7 %	6 %	8 %	7 %	13 %	15 %
Recherche d'emploi	3 %	3 %	7 %	5 %	9 %	9 %
Autres situations	1 %	1 %	1 %	1 %	1 %	1 %
Ensemble	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Situation des diplômés	Promotion (N - 3)		Promotion (N - 2)		Promotion (N - 1)	
	1997	1998	1997	1998	1997	1998
Activité professionnelle	82 %	84 %	63 %	71 %	31 %	38 %
Service national	2 %	2 %	11 %	10 %	39 %	37 %
Poursuite d'études	8 %	8 %	10 %	9 %	15 %	14 %
Recherche d'emploi	7 %	5 %	15 %	9 %	14 %	10 %
Autres situations	1 %	1 %	1 %	1 %	1 %	1 %
Ensemble	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

... incitent à une entrée plus rapide dans la vie active.

Si l'on ne prend en compte que les diplômés ayant une activité professionnelle (d_{ap}) et ceux en recherche d'emploi (d_{re}), on peut calculer un taux net d'activité de la forme : $d_{ap}/(d_{ap} + d_{re})$. Entre 1997 et 2000, ce taux a progressé de + 16 points (cf. graphique 1) et atteint aujourd'hui 87% pour la promotion (N - 1). Il est néanmoins plus élevé pour les diplômés des écoles de commerce et de gestion que pour ceux des écoles d'ingénieurs (cf.

annexes). A noter que parmi les jeunes diplômés de la promotion (N - 1) qui ont une activité professionnelle, 11% déclarent être en recherche d'un autre emploi ce qui peut être considéré comme un indicateur de mobilité volontaire en période de forte croissance.



Des emplois stables et déterminants.

Parmi les diplômés de la dernière promotion ayant trouvé un emploi, 80% ont signé un contrat à durée indéterminée (83% pour les promotions (N - 2) et (N - 3)) et c'est dans une proportion identique qu'ils déclarent que l'emploi qu'ils occupent représente un véritable emploi. Les durées de recherche d'emploi se sont encore raccourcies puisque près d'un jeune diplômé sur deux a trouvé son emploi avant la fin de son cursus de formation (47% lors de l'enquête de 1999). Ils reconnaissent dans 8 cas sur 10 que l'emploi qu'ils occupent correspond à leur projet professionnel alors que le niveau de rémunération n'est un critère déterminant que pour 6% d'entre eux.

Tableau III : Délai de recherche

Année d'enquête Promotion	1999	2000
	(N - 1)	(N - 1)
Contrat signé avant	47 %	49 %
De 0 à moins de 2 mois	35 %	33 %
De 2 mois à moins de 4 mois	15 %	14 %
De 4 mois à moins de 6 mois	3 %	4 %
6 mois et plus	0 %	0 %
Ensemble	100 %	100 %

Tableau IV : Critère de choix du 1^{er} emploi

Année d'enquête Promotion	1999	2000
	(N - 1)	(N - 1)
Adéquation projet professionnel	79 %	80 %
Rémunération	6 %	6 %
Autre(s)	15 %	14 %
Ensemble	100 %	100 %

Recrutés comme cadres ...

Lorsqu'ils ont un emploi, les jeunes diplômés sont le plus souvent recrutés sur un statut de cadre. En effet, 87% des diplômés de la dernière promotion sont cadres contre 84% en 1999. Rappelons que lors de l'enquête de 1995, seulement 78% des diplômés de la promotion (N - 1) déclaraient avoir été recrutés comme cadre.

... et souvent dans de grandes entreprises.

Ils sont près de 6 diplômés sur 10 de la promotion (N – 1) à être salariés d’entreprises ayant un effectif supérieur à 500 personnes. Il faut remarquer que la structure des emplois selon la taille des entreprises n’a guère évoluée depuis trois ans si ce n’est un rééquilibrage, perceptible dès l’enquête de 1999, au profit des entreprises de 100 à 500 salariés (cf. tableau V).

Tableau V : Structure des emplois des jeunes diplômés - Promotion (N – 1) selon la taille des entreprises

Taille des entreprises	Moins de 100 salariés	de 100 à moins de 500 salariés	500 salariés et plus	Ensemble
Enquête 1998	23%	19%	58%	100%
Enquête 1999	23%	22%	55%	100%
Enquête 2000	23%	22%	55%	100%

La région parisienne toujours attractive.

Toutes écoles confondues et quelle que soit la promotion de sortie, près d’un jeune sur deux a trouvé un emploi dans la région parisienne. Cette proportion reste d’ailleurs relativement stable dans le temps. A noter également que si la part des jeunes diplômés qui ont trouvé un emploi à l’étranger reste significative (11%), elle a légèrement diminué par rapport aux enquêtes précédentes. Parmi les pays les plus attractifs, citons le Royaume Uni (19%), l’Allemagne (15%) et les USA. (14%). Ce sont davantage les diplômés des écoles de commerce et de gestion qui trouvent un emploi à l’étranger (16%).

Tableau VI : Répartition du lieu de travail des jeunes diplômés

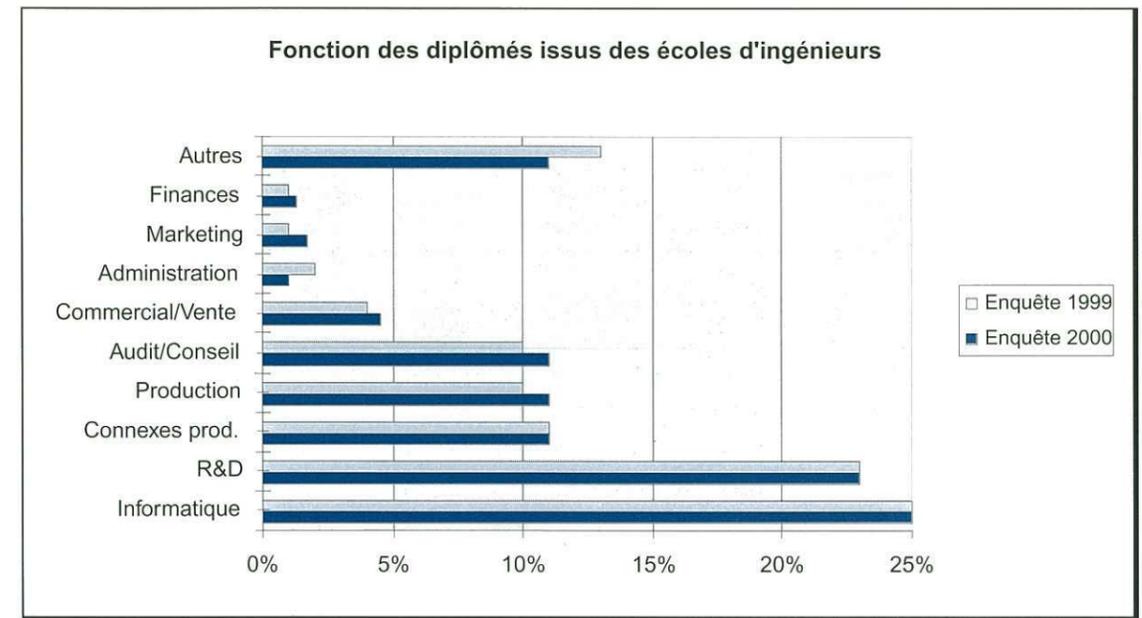
	Enquête 1998 Promotion (N – 1)	Enquête 1999 Promotion (N – 1)	Enquête 2000 Promotion (N – 1)
Région parisienne	46 %	50 %	50 %
Province	42 %	38 %	39 %
Etranger	12 %	12 %	11 %
Ensemble	100 %	100 %	100 %

Stages et candidatures spontanées facilitent l’accès à l’emploi.

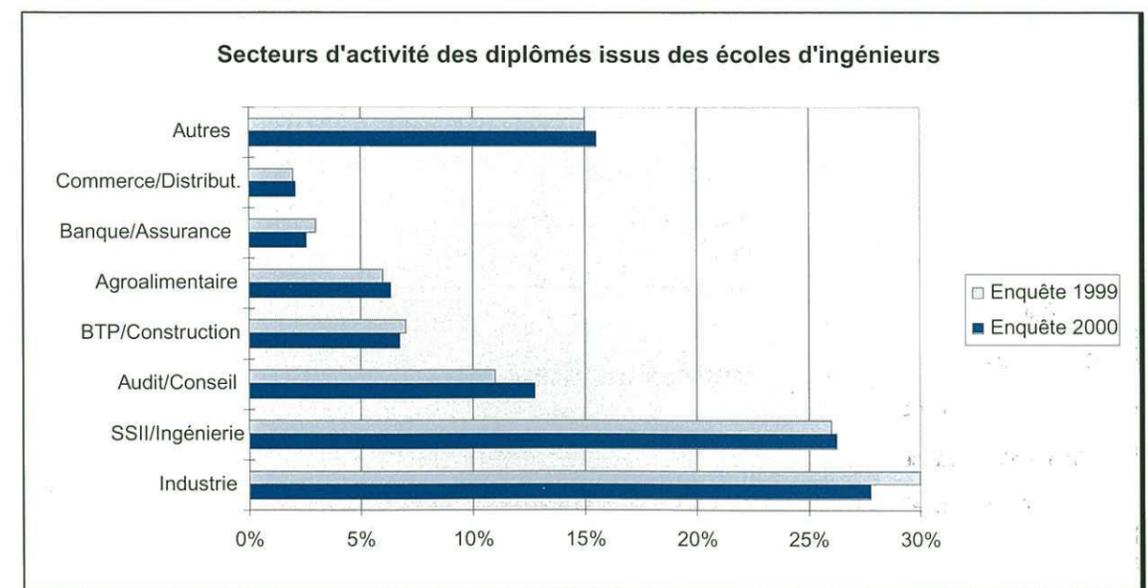
Enfin, il est important de souligner que les deux premières modalités de recherche d’emploi pour les diplômés de la dernière promotion restent les stages et les candidatures spontanées. Près d’un emploi sur trois a en effet été trouvé grâce à un stage en entreprise et un sur cinq suite à l’envoi d’une candidature spontanée. En ce qui concerne les stages, on n’observe pas de différence entre les diplômés des écoles d’ingénieurs et ceux des écoles de commerce et de gestion.

Les fonctions et les secteurs d’activité

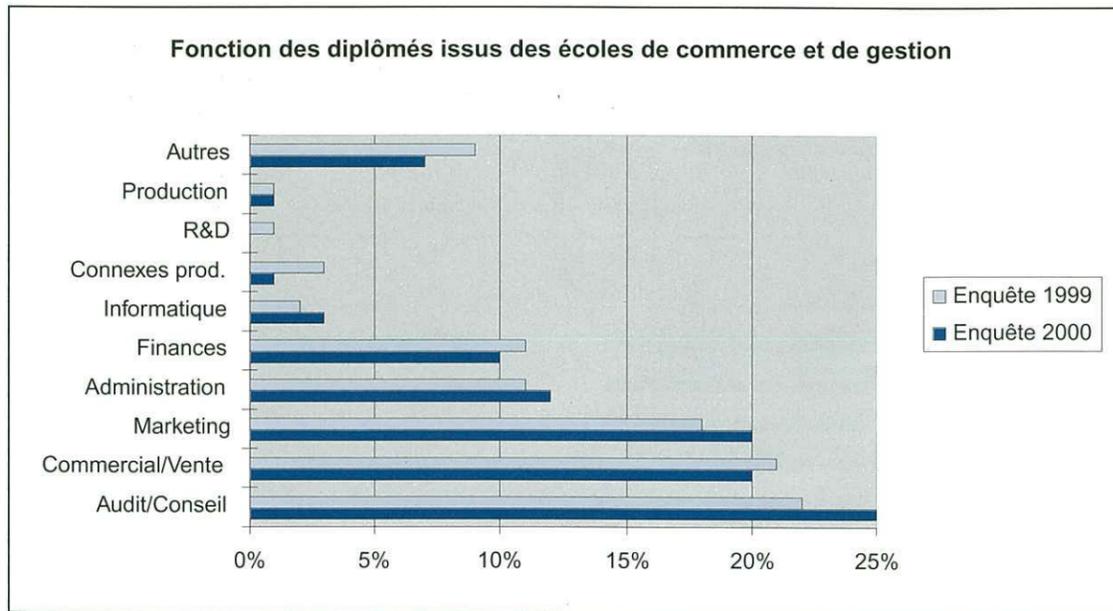
Nous limiterons notre analyse aux diplômés de la dernière promotion des enquêtes 1999 et 2000 en différenciant ceux qui sont sortis des écoles d’ingénieurs de ceux issus des écoles de commerce et de gestion.



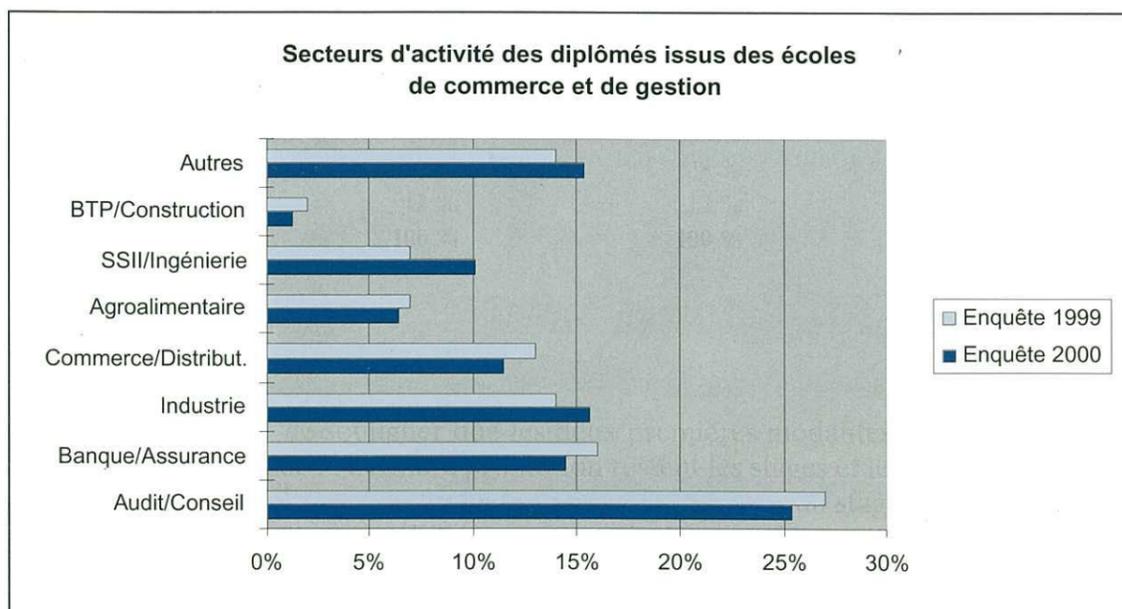
Pour les ingénieurs, 70% des emplois sont concentrés sur des fonctions techniques mais l’on observe une légère augmentation des fonctions d’audit et de conseil entre 1999 et 2000. Si l’industrie est encore le secteur qui recrute le plus de jeunes ingénieurs (28%) son poids diminue progressivement au profit des SSII, qui représentent aujourd’hui un peu plus du quart des embauches, et des sociétés de conseil.



En ce qui concerne les diplômés des écoles de commerce et de gestion, les fonctions d'audit et de conseil sont les plus fréquentes et progressent par rapport à 1999. Elles représentent désormais un recrutement sur quatre et les fonctions marketing et commercial 20% chacune. Cependant, sur ces deux dernières fonctions, entre 1999 et 2000 le mouvement s'inverse au profit du marketing.

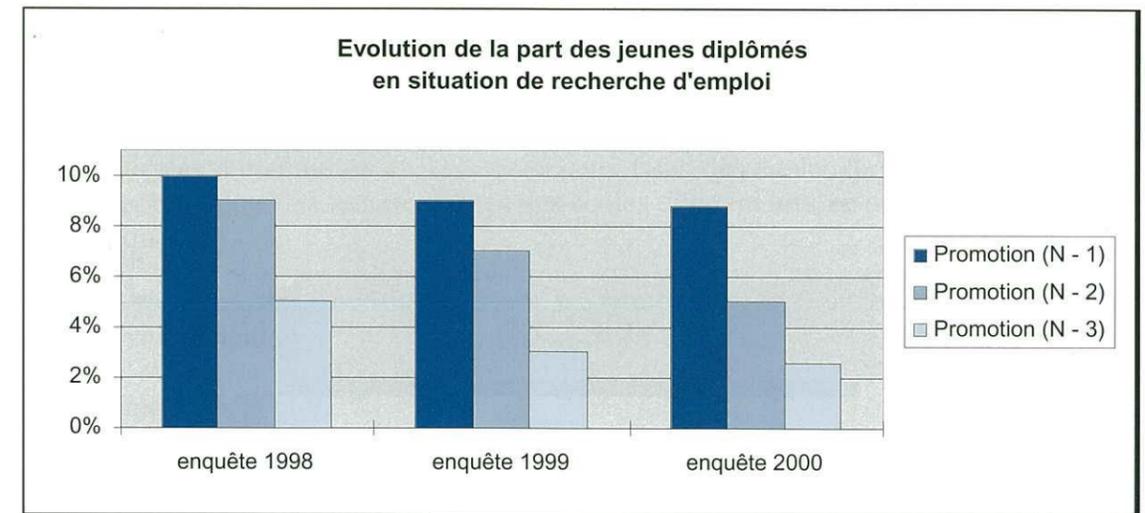


C'est bien évidemment dans les sociétés de conseil que la part des recrutements des jeunes diplômés des écoles de commerce et de gestion est la plus forte (plus d'une embauche sur quatre) mais dans le secteur industriel et surtout dans les SSII les embauches augmentent progressivement au détriment des secteurs du commerce/distribution et de la banque/assurance.



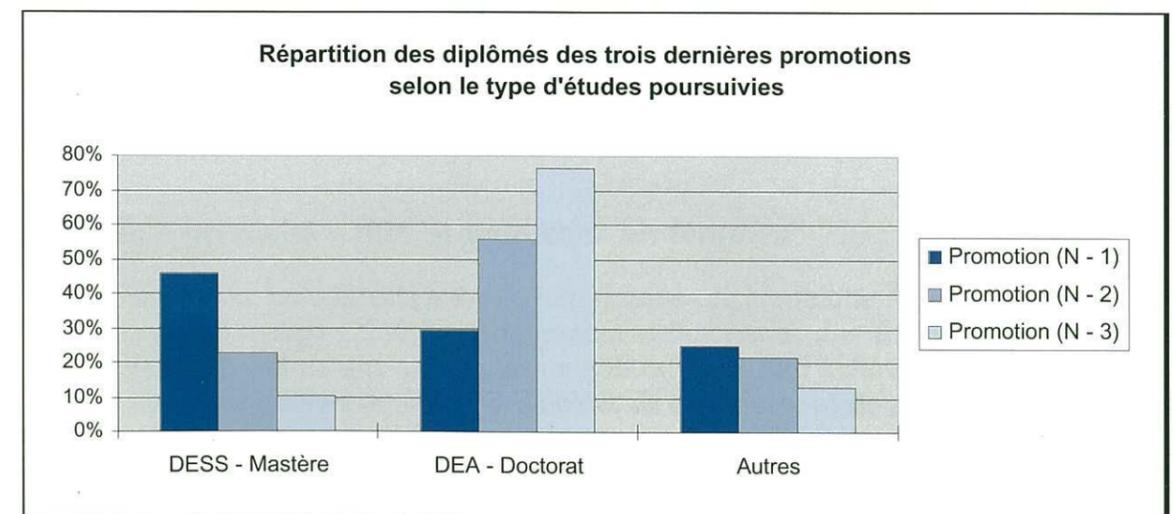
Les diplômés en recherche d'emploi

Depuis l'enquête de 1998, et ce, quelle que soit la promotion concernée, on observe corrélativement à la poursuite de la croissance économique, une baisse constante de la part des jeunes diplômés en situation de recherche d'emploi. Cette diminution est cependant moins sensible pour les promotions (N - 1) entre les deux dernières enquêtes.



Selon l'enquête 2000, parmi les diplômés de la promotion (N - 1) en recherche d'emploi, plus de 80% d'entre eux n'ont jamais eu d'activité professionnelle depuis leur sortie de l'école et 15% ont occupé un emploi temporaire. En revanche, près de 30% de ces mêmes diplômés déclarent avoir refusé des propositions (contre 25% dans l'enquête 1999) ce qui laisse à penser qu'ils se montrent plus sélectifs dans leur recherche. Enfin, 75% des diplômés en recherche d'emploi sont dans cette situation depuis moins de 4 mois.

Les diplômés en poursuite d'études



Après une légère baisse observée en 1999 par rapport à 1998, l'enquête 2000 montre que les jeunes diplômés de la promotion (N - 1) sont proportionnellement un peu plus nombreux à poursuivre leurs études malgré une conjoncture économique très favorable. En effet, près de 15% des diplômés de la dernière promotion déclarent poursuivre leurs études contre 13% en 1999 et 14% en 1998. Parmi ceux-ci, près de la moitié suivent un parcours de formation professionnalisant d'une année (DESS, Mastère spécialisé), et 30% ont choisi de s'orienter vers la conduite d'une thèse (DEA, doctorat).

Ces études représentent pour 46% d'entre eux un perfectionnement et dans une proportion quasi-identique l'acquisition d'une double compétence. Enfin, 9% déclarent qu'il s'agit d'une réorientation.

CONCLUSION

L'enquête 2000 a, sous bien des aspects, confirmé ce que les deux précédentes enquêtes avaient montré : la bonne tenue de notre économie et l'adaptabilité de nos jeunes diplômés, conséquence d'une forte adéquation entre formation et besoins des entreprises, offrent des opportunités certaines en matière de trajectoires professionnelles. Même si quelques différences subsistent entre les hommes et les femmes, entre les écoles d'ingénieurs et les écoles de commerce et de gestion (cf. annexes), il n'en reste pas moins que le taux d'emploi (vraisemblablement un peu sous estimé comme indiqué précédemment) des diplômés de la promotion 1999 n'a jamais été aussi élevé depuis le début de cette enquête en 1993. Le transfert vers certaines fonctions ou certains secteurs d'activité non traditionnels pour telle ou telle catégorie montre là aussi une réactivité certaine de nos jeunes diplômés.

ANNEXES

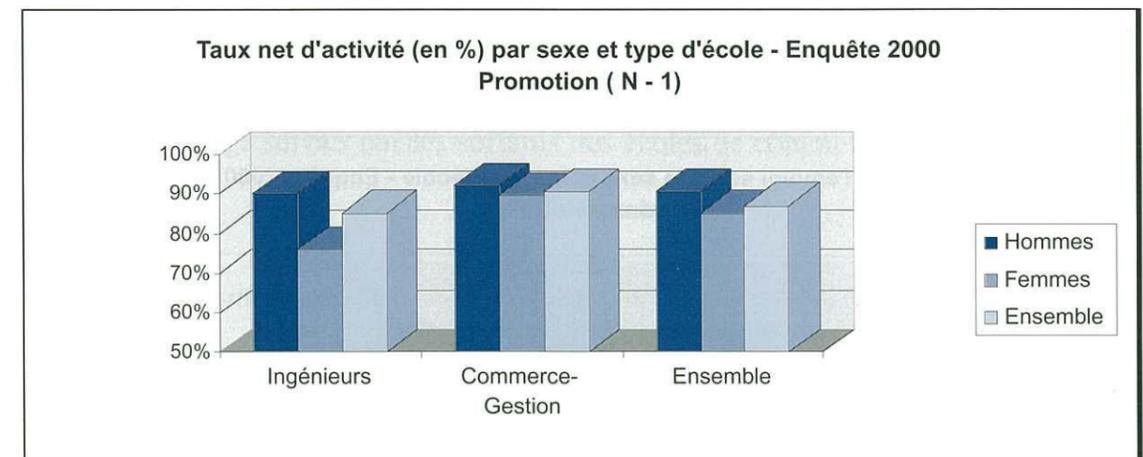
Les graphiques ou tableaux qui suivent permettent d'identifier les différences de situation des jeunes diplômés selon le sexe et type d'école.

Des taux nets d'activité supérieurs chez les hommes...

C'est ainsi que, quel que soit le type d'école, le taux net d'activité qui globalement atteint 87 %, est toujours supérieur pour le sexe masculin (respectivement 90 % pour les hommes sortis des écoles d'ingénieurs et 92% pour ceux issus des écoles de commerce et de gestion). Par contre, pour les femmes issues des écoles d'ingénieurs, ce taux n'est que de 76 % (cf. graphique A1).

A titre de comparaison, on peut rappeler que pour la promotion sortie en 1996, les taux nets d'activité étaient de 65 % pour les ingénieurs et 79 % pour les diplômés des écoles de commerce et de gestion alors que pour la promotion sortie en 1999 ces taux atteignent respectivement 85 % et 91 %.

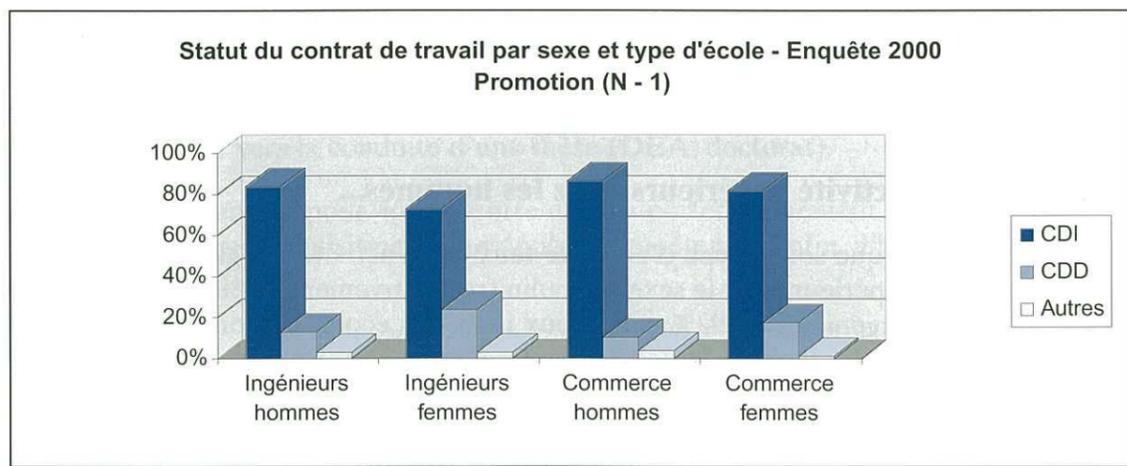
Graphique A1



... et une « précarité » plus grande chez les femmes.

De la même façon, les contrats à durée déterminée (cf. graphique A2) sont plus souvent signés avec les femmes (22%) et notamment celles issues des écoles d'ingénieurs (un contrat sur quatre) alors que seulement un contrat de travail à durée déterminée sur dix est signé chez les hommes diplômés des écoles de commerce et de gestion (13% chez les ingénieurs de sexe masculin). Ces proportions n'ont d'ailleurs pas véritablement évolué dans le temps ce qui laisse à penser que cette situation est beaucoup plus structurelle que conjoncturelle.

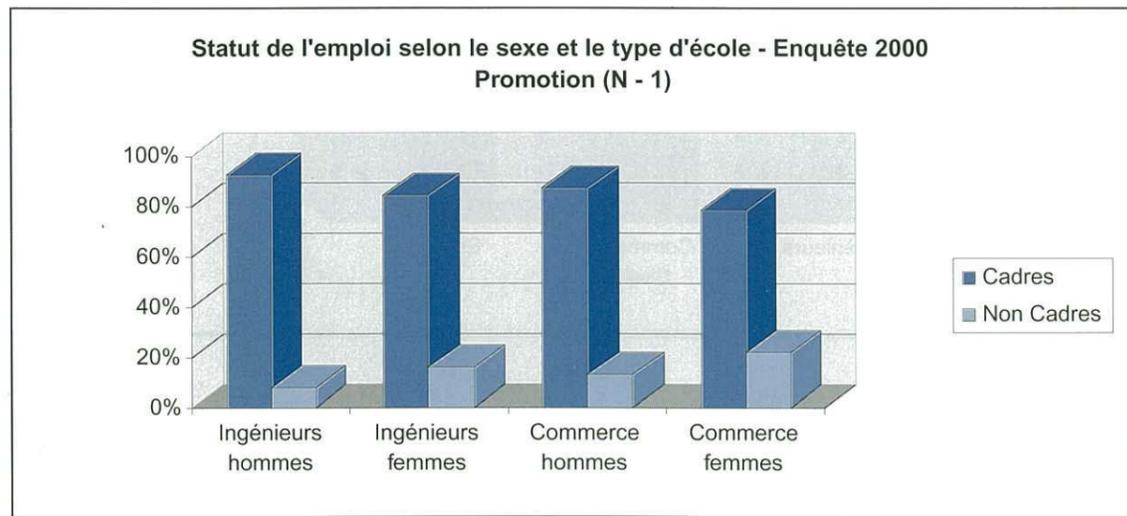
Graphique A2



Les hommes plus souvent cadres que les femmes

Globalement, dans 91% des cas, les diplômés de sexe masculin sont recrutés sur un statut de cadre contre 81% chez les femmes. Cependant, cette différence de 10 points s'amplifie si l'on compare la part des ingénieurs hommes dernièrement recrutés sur un statut de cadre (92%) à celle des diplômées des écoles de commerce et de gestion (78%).

Graphique A3



Sur les trois dernières enquêtes et pour les promotions (N - 1), on observe néanmoins une progression sensible de la part des embauches effectuées sur un statut de cadre aussi bien pour les hommes que pour les femmes. En effet, 84% des hommes sortis en 1997 avaient trouvé un emploi en tant que cadre contre 91% aujourd'hui et pour les femmes ces proportions passent respectivement de 77% en 1997 à 81% en 1999.

Enfin, compte tenu du nombre relativement important de diplômés ayant indiqué leur niveau de rémunération, il est apparu intéressant de comparer les salaires moyens versés aux jeunes diplômés selon le sexe et le type d'école. Bien sûr, ces moyennes ne reflètent pas la variabilité des situations mais donnent une première indication sur le niveau moyen de rémunération auquel peut prétendre tel ou tel diplômé entrant aujourd'hui dans la vie active. Le tableau A1 ci-dessous donne la répartition des salaires bruts annuels estimés par sexe et type d'école. Il convient cependant d'interpréter avec prudence les données ainsi présentées compte tenu notamment de cette variabilité qu'il ne nous est pas possible de mesurer puisque nous ne disposons que de données agrégées mais également de la non prise en compte d'une quelconque pondération entre les différentes écoles.

Tableau A1 : Estimation des salaires bruts annuels des diplômés ayant trouvé leur 1^{er} emploi en 1999 selon le type d'école, le sexe et l'année de sortie

Année de sortie de l'école	Ecoles d'ingénieurs		Ecoles de commerce et de gestion	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
1997	197 000	181 000	228 000	202 000
1998	196 000	176 000	220 000	196 000
1999	199 000	183 000	216 000	193 000

Les poursuites d'études

Lorsqu'ils poursuivent leurs études, les diplômés issus d'une école d'ingénieurs n'ont pas le même parcours de formation complémentaire que ceux issus des écoles de commerce et de gestion. Les formations « professionnalisantes » comme les DESS ou les Mastères spécialisés sont davantage suivies par les sortants des écoles de commerce et dans une propor-

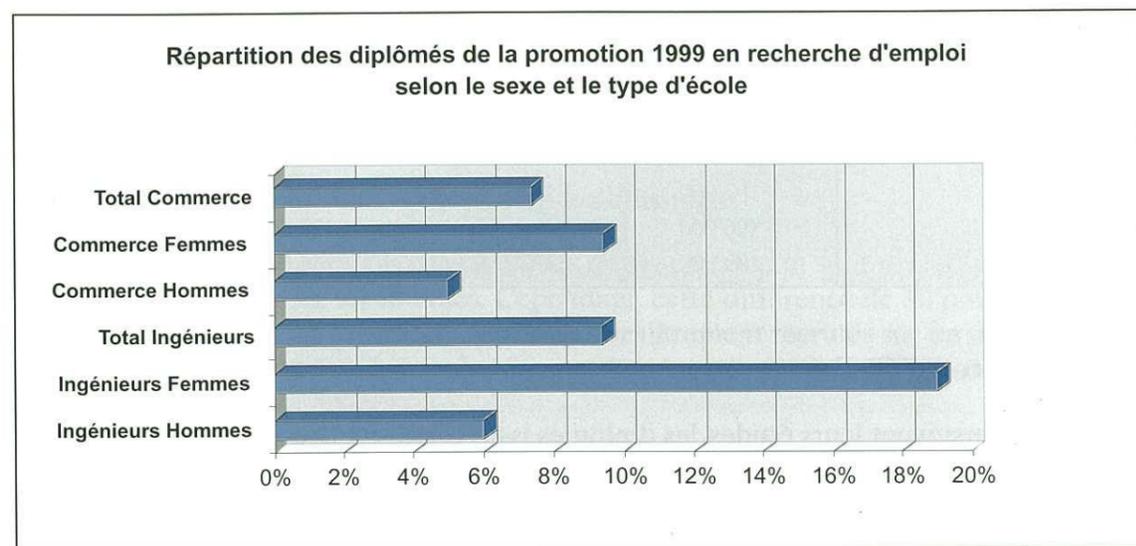
Graphique A4



tion identique entre les hommes et les femmes. A l'inverse, les parcours à orientation recherche sont plus le fait des diplômés des écoles d'ingénieurs. A ce sujet, il convient de noter la plus grande proportion de femmes ingénieurs inscrites dans ce type de formation (37% contre 29% pour les hommes ingénieurs).

Les diplômés en recherche d'emploi

Quelle que soit l'origine de l'école (ingénieurs ou commerce - gestion) les femmes sont plus souvent en recherche d'emploi. On dénombre en effet 16% de femmes jeunes diplômées en recherche d'emploi contre 6% d'hommes. Cette proportion atteint même 19% pour les femmes issues des écoles d'ingénieurs.



Il faut cependant relativiser cette situation dans la mesure où plus de trois femmes sur quatre en recherche d'emploi le sont depuis moins de 4 mois.